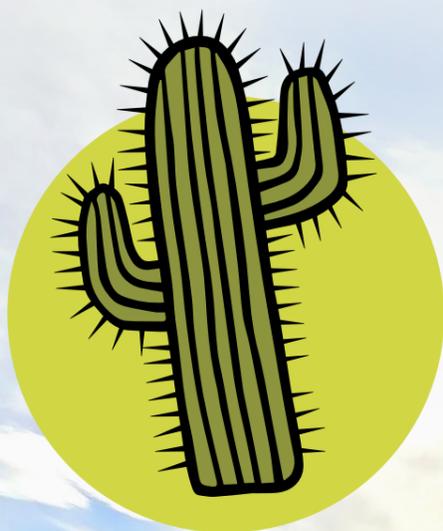


# Le prochain gouvernement nous prépare-t-il un

# désert de l'Arizona?



## Nos revendications pour les négociateurs politiques!

**Les responsables politiques affirment connaître les préoccupations des citoyens et des citoyennes. Nous avons interrogé un millier d'entre eux pour identifier les problématiques auxquelles ce gouvernement devrait s'atteler.**

### Les travailleurs aspirent à un salaire plus élevé

Une augmentation de salaire significative! Pour environ trois citoyens sur quatre, cette revendication figure parmi les trois grandes priorités, c'est l'urgence du moment. Plus de quatre personnes sur dix estiment même qu'il s'agit d'une priorité absolue. D'autres enquêtes soulignent également l'importance du maintien du pouvoir d'achat. Sondage après sondage, cette revendication figure en tête des sujets qui préoccupent les personnes interrogées. La moitié d'entre elles pense qu'une augmentation de salaire significative est envisageable pour l'employeur. Elles estiment que la situation financière de leur entreprise ou organisation le permet. Or, actuellement, il est impossible de mener des négociations salariales libres.

### 4 personnes sur 10 se plaignent fréquemment de problèmes de santé liés à leur emploi

Notre pays présente un bilan peu flatteur: il compte plus de 500.000 malades de longue durée. Plus de la moitié des personnes qui restent à la maison pendant de longues pé-



### Quatre actifs sur dix déclarent que leur travail nuit souvent à leur santé.

riodes en raison d'une maladie ou d'un accident estiment que la cause de leur invalidité est liée à leur travail, du moins en partie. Les travailleurs et travailleuses sont également confrontés à un nombre croissant de problèmes de santé.

Quatre actifs sur dix constatent que le travail a souvent un impact négatif sur leur santé. C'est une réalité répandue, en particulier pour les femmes, les personnes peu diplômées et à faible revenu.

### Équilibrer le budget... en faisant contribuer davantage les grosses fortunes!

Notre pays s'achemine vers un déficit budgétaire de 4,7% en 2025. Et ce alors que le vieillissement de la population, le changement climatique et la guerre frappent à notre porte. Interrogée sur les options à privilégier

pour assainir les finances publiques, une large majorité des personnes sondées privilégie un impôt annuel d'au moins un pour cent sur les patrimoines supérieurs à un million d'euros. Sept répondants sur dix l'ont classé parmi les trois premières options, et six sur dix l'ont placé en tête de liste.

### ... mais certainement pas en touchant à la sécurité sociale, à l'indexation ou aux services publics, collectifs et non-marchands

Alors que la grande majorité des répondants estime que les grosses fortunes peuvent contribuer à mieux équilibrer les finances publiques, les menaces de coupes claires dans la sécurité sociale, l'indexation et les

services publics reçoivent un accueil très froid. À peine une personne interrogée sur cinq (18%) accepterait de réduire les pensions, les indemnités de maladie ou les allocations de chômage pour améliorer le budget de l'État.

Seule une minorité (17%) est prête à renoncer à l'indexation automatique des salaires, des pensions ou des allocations pour assainir les finances publiques.

Le rejet d'économies dans les services publics tels que les chemins de fer, les bus, l'accueil de la petite enfance, les soins de santé, la police ou la justice est encore plus prononcé. À peine une personne sur huit (13%) serait d'accord avec cette idée. ■

## édito

Chers lecteurs, chères lectrices,

Les négociateurs gouvernementaux ont repris leurs travaux après une pause de deux mois. Les enjeux des semaines à venir sont considérables. La CSC souhaite vous tenir informés au travers de ce journal. Devrons-nous travailler plus dur et plus longtemps? Le gel des salaires va-t-il se poursuivre? Nos mandataires vont-ils manipuler l'index? La sécurité sociale et les services publics seront-ils appauvris? L'impact sur chacune et chacun d'entre nous pourrait être très significatif. La CSC met tout en œuvre pour contrer cette vague. Cela commence par vous informer!

Ann Vermorgen, présidente de la CSC

Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC



# Le droit à un revenu correct avec l'Arizona?



## Si la Belgique est le pays qui a le mieux préservé son pouvoir d'achat, c'est grâce à l'indexation automatique des salaires.

Alors que l'inflation sans précédent causée par la crise énergétique a entraîné une forte perte de pouvoir d'achat presque partout dans le monde en 2022 et 2023, les revenus ont connu une amélioration en Belgique. C'est ce qui ressort des chiffres publiés par l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) à l'été 2023.

En moyenne, les salaires réels – c'est-à-dire les salaires ajustés à l'augmentation du coût de la vie – dans les pays de l'OCDE étaient inférieurs d'environ 3,8% en 2023 par rapport à l'année précédente. Des pays comme la Hongrie ou la République tchèque ont même enregistré une perte de pouvoir d'achat de plus de 10%. En revanche, en Belgique, le pouvoir d'achat a augmenté de 2,9% au cours de la même période, ce qui représente la plus forte hausse de tous les pays de l'OCDE. Cette augmentation est nettement supérieure à celle de ses plus proches concurrents, le Costa Rica (1,7%), Israël (0,6%) et les Pays-Bas (0,4%).

Nous le devons principalement à notre indexation automatique des salaires, qui permet d'ajuster rapidement les salaires lorsque le coût de la vie augmente, tandis que dans d'autres pays, cela nécessite un processus de négociations salariales plus lent et incertain.

Par ailleurs, la croissance économique en Belgique a été meilleure que dans les pays voisins et que la moyenne européenne. Selon certains chiffres de la Commission européenne, le maintien du pouvoir d'achat a assuré une croissance de 1,5% en 2023, comparativement à une moyenne européenne de 0,5%. L'économie allemande a même connu une contraction sur la même période. Bref, l'indexation automatique ne nuit pas à la croissance. Au contraire. ■



**ET POURTANT LE FORMATEUR ENTEND ENCORE MANIPULER L'INDEX!**

## Une hausse des prix des aliments due à la cupidité des producteurs de denrées alimentaires

Pendant la crise énergétique, le prix des pâtes et des frites, entre autres, a augmenté plus que nécessaire pour couvrir l'augmentation des coûts de production. C'est ce qui ressort d'une analyse des résultats d'exploitation des producteurs belges de denrées alimentaires. La CSC a analysé les résultats de 2022, et en a conclu que les producteurs cherchaient simplement à augmenter leurs bénéfices. Les bénéfices ont surtout été réalisés dans l'industrie manufacturière et le commerce des matières premières, où la spéculation a provoqué une flambée des prix. Les supermarchés belges n'ont pas tiré profit de la crise: bien que leurs revenus aient augmenté, les coûts ont suivi proportionnellement. Ce sont les grandes entreprises alimentaires – celles qui emploient plus de 200 personnes – qui ont enregistré une hausse énorme de leurs bénéfices entre 2021 et 2022.

Sept entreprises ont particulièrement tiré le gros lot: Clarebout Potatoes, Lutosia, Agristo, Soubry, la raffinerie de sucre Tirlemontoise, Tereos et Cargil. Leurs bénéfices ont été multipliés par six (!). Et ce, alors que ces entreprises n'ont pas vu leur production augmenter de façon spectaculaire. Ces bénéfices n'ont pas été utilisés pour améliorer le salaire et les conditions de travail de leurs travailleurs. Une taxe sur les surprofits permettrait de décourager l'inflation de la cupidité. ■



**ET POURTANT LE FORMATEUR ENTEND RÉDUIRE L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS!**



## De plus en plus de Belges doivent cumuler deux emplois pour joindre les deux bouts

De plus en plus de Belges cumulent deux emplois. Une étude de la société de services RH Acerta, basée sur des données d'Eurostat, révèle que 5% des Belges occupent deux emplois. C'est un quart de plus qu'il y a dix ans. Par rapport aux pays voisins, ce nombre augmente aussi plus rapidement. Il est intéressant de noter que, sur une période de 10 ans, le nombre de citoyens qui cumulent deux emplois a augmenté de 68%. «De nombreux citoyens doivent chercher un revenu supplémentaire», déclare Maarten Gerard, responsable du service d'études de la CSC. «Le régime des flexi-jobs favorise cette tendance. Or, les chiffres relatifs à l'employabilité sur notre marché du travail indiquent déjà des problèmes de charge de travail. La situation ne s'améliorera pas avec le cumul des emplois». ■



**ET POURTANT LE FORMATEUR NE VEUT PAS ADAPTER LA LOI SUR LA NORME SALARIALE!**

# Droit à une carrière équilibrée avec l'Arizona?

## Rony (58 ans): «Le crédit-temps me permet de continuer à travailler»

Il y a dix ans, le gouvernement Michel, N-VA et Open Vld en tête, a relevé l'âge de la pension. La mesure prendra ses premiers effets concrets le 1er février 2025, faisant passer l'âge légal de la pension de 65 à 66 ans. Dans le même temps, l'âge d'accès à un emploi de fin de carrière (crédit-temps à mi-temps ou à quatre cinquièmes) est passé à 60 ans en 2014. La N-VA envisage de réduire encore le crédit-temps et les emplois de fin de carrière, alors que de nombreux travailleurs éprouvent déjà des difficultés à concilier leurs vies professionnelle et familiale!

Rony a commencé à travailler à dix-huit ans. Depuis plus de vingt ans, il travaille pour le service d'assistance aux personnes à mobilité réduite à Brussels Airport. «L'aéroport, c'est un environnement trépidant. Ces dernières années, la lourdeur du travail me pèse: les horaires variables, le manque de respect de certains voyageurs... Je récupère de plus en plus lentement, mais j'aime mon métier et je veux me rendre utile. Je ne pourrais plus travailler à temps plein, et le repos supplémentaire que m'offre mon emploi de fin de carrière – je travaille à quatre cinquièmes – me permet de continuer à travailler. Je gagne moins qu'avant, mais heureusement, je perçois une petite allocation. Sans cette allocation, ce ne serait pas tenable.» ■



**ET POURTANT LE FORMATEUR ENTEND SABRER DANS LES CRÉDITS-TEMPS ET LES EMPLOIS DE FIN DE CARRIÈRE!**



## 500.000 malades de longue durée: un besoin de plus de travail soutenable!

Actuellement, notre pays compte 500.000 malades de longue durée. Les mutualités chrétiennes (MC) ont réalisé une étude sur l'amélioration du bien-être des travailleurs en fin de carrière. Plus de 85% des répondants n'imaginent pas travailler jusqu'à 67 ans. En moyenne, ils se voient travailler jusqu'à 62 ans. Les résultats montrent que les travailleurs ont besoin que leur emploi ait du sens, qu'ils veulent être reconnus pour leur travail et qu'une bonne relation avec leurs dirigeants et leurs collègues, ainsi que des adaptations de l'espace, du temps et des outils de travail ont un effet positif sur la santé, le bien-être et l'envie de travailler jusqu'à la pension. «Les travailleurs qui recourent auparavant à un crédit-temps ou à un emploi de fin de carrière aujourd'hui poussés vers la maladie de longue durée parce qu'ils sont épuisés mentalement et physiquement, explique Maarten Hermans, expert de la CSC en bien-être au travail. Il est donc urgent de rendre le travail plus soutenable. Une cinquième semaine de vacances pourrait y contribuer grandement.» ■



**ET POURTANT LE FORMATEUR VEUT QUE VOUS TRAVAILLIEZ ENCORE PLUS DUR ET PLUS LONGTEMPS!**

## Alors que tout le monde cherche à les supprimer, De Wever veut les instaurer: les contrats «zéro heure».

La note du formateur Bart De Wever (N-VA) ouvre la porte aux contrats «zéro heure» sur le marché du travail. Il plaide pour «la suppression de la durée minimale du travail» et pour des contrats à l'appel, sans heures de travail prédéfinies. Les contrats «zéro heure» n'offrent aucune garantie quant à un nombre fixe d'heures de travail. Les travailleurs sont ainsi mobilisables «à l'appel»: ils ne peuvent travailler et recevoir un salaire que lorsque les employeurs jugent bon de les appeler. Cette intention est totalement contraire aux directives européennes sur le travail, qui mettent explicitement en garde contre l'instauration de contrats «zéro heure» parce «qu'ils diminuent le niveau général de protection des travailleurs». Ces contrats existent déjà dans des pays comme le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, mais ces derniers cherchent à les supprimer, précisément parce que les travailleurs sous contrat «zéro heure» sont parmi les plus instables et les plus précaires sur le marché de l'emploi. ■

# Les Présidents de partis de l'Arizona ne sont pas favorables aux femmes!

## Elles en paient le prix fort!

Les intentions du formateur fédéral risquent d'avoir un lourd impact sur le porte-monnaie des femmes. Sa note prévoit en effet différentes mesures ou des adaptations de règles existantes qui, en pratique, toucheront surtout les femmes. Si les interventions proposées peuvent sembler neutres, elles sont en réalité beaucoup plus susceptibles d'affecter les femmes.



## Combien les femmes risquent-elles de perdre si les cinq partis persistent?

**\* SUPPRESSION DU COEFFICIENT CONJUGAL: - 5.680 EUROS PAR AN**

Yves et Catherine ont tous les deux 54 ans et deux enfants. Il y a un certain temps, Catherine a décidé de rester à la maison pour s'occuper de la famille. Yves gagne 4.000 euros brut. Si la note du formateur se concrétise, Yves et Catherine devront payer 5.680 euros d'impôts supplémentaires. Aujourd'hui, pour calculer l'imposition, l'administration fiscale attribue artificiellement une partie des revenus du partenaire à celui ou celle qui gagne moins. Les impôts sont ainsi réduits pour les couples mariés ou cohabitants légaux qui se trouvent dans cette situation.

**\* EXTINCTION DES EMPLOIS DE FIN DE CARRIÈRE: - 466,57 EUROS NET PAR MOIS**

L'augmentation du nombre de femmes malades de longue durée aura un impact important. Près de six malades de longue durée sur dix sont des femmes, et les causes possibles sont à rechercher dans les nombreuses plaintes émanant de secteurs «typiquement» féminins, comme les soins ou les titres-services. Il ressort d'une étude que les trois quarts d'entre elles souffrent de troubles physiques ou psychologiques liés à leur travail, et qu'elles se voient privées de la possibilité de bénéficier d'un emploi de fin de carrière. Prenons l'exemple de Céline, qui travaille à mi-temps comme aide-ménagère dans le cadre d'un emploi de fin de carrière afin que son travail reste supportable. Si son emploi de fin de carrière disparaît et si ses symptômes ne sont «pas suffisamment graves» pour qu'elle soit reconnue intégralement en invalidité, elle perdra 466,57 euros net par mois. Sa pension sera également moins élevée: 251,30 euros brut de moins par mois.

**\* ÉLARGISSEMENT DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET DU TRAVAIL DE NUIT: - 160 EUROS BRUT DE PENSION**

Italo et Jessica travaillent tous les deux 38 heures par semaine mais, comme ils ne trouvent pas de solution adéquate pour la garde de leurs enfants, Jessica décide de réduire son temps de travail à 31 heures par semaine. Pour compenser cette perte de revenu, Italo décide de prester des heures supplémentaires chaque semaine. Il travaille donc 45 heures par semaine. Il gagne ainsi 284 euros net de plus par an, soit à peine 24 euros de plus en moyenne par mois. Les conséquences ne se feront sentir que plus tard, car si le couple garde ce système pendant 20 ans, Jessica perdra 160 euros brut de pension. ■

# Droit au travail et à la protection avec l'Arizona?

Contrairement au narratif véhiculé par les partis de droite, l'immense majorité des chômeurs de longue durée souhaitent trouver un emploi... et s'efforcent d'y parvenir. Témoignages.

## Sonni, 23 ans

«Je cherche un emploi dans le domaine social ou l'administration publique. Pendant mes recherches, j'ai surtout eu des propositions de bénévolat que j'ai acceptées dans une permanence citoyenne. Plusieurs offres correspondent à mon profil... mais le diplôme est exigé. Pourtant, quand il s'agit de stages ou de bénévolats, là, je peux faire le job car c'est gratuit. Ces stages ne paient ni les factures ni le loyer. La non-reconnaissance de mes compétences et de mon expérience professionnelle joue un rôle important dans le fait que je suis toujours sans emploi. Heureusement, j'ai la chance de ne pas devoir accepter n'importe quel emploi, avec le risque de m'éloigner de mes compétences. Certains emplois sont parfois dégradants et ne permettent pas de vivre correctement. Dans le travail, il faut aussi un épanouissement. L'exclusion du chômage après un certain temps ne tient pas compte de toutes ces difficultés. Elle est injuste: les gens essaient de s'en sortir et finissent par être dans des situations de plus en plus précarisées. Cela ne bénéficie ni à l'État ni aux personnes concernées.»

## Losseni, 29 ans

«J'ai suivi une formation d'aide-ménager social de six mois, avec un stage dans des maisons de repos et à domicile. Je postule depuis un an, avec une moyenne de trois candidatures formelles par semaine, sans oublier les nombreux appels téléphoniques que je passe. Sans succès!»

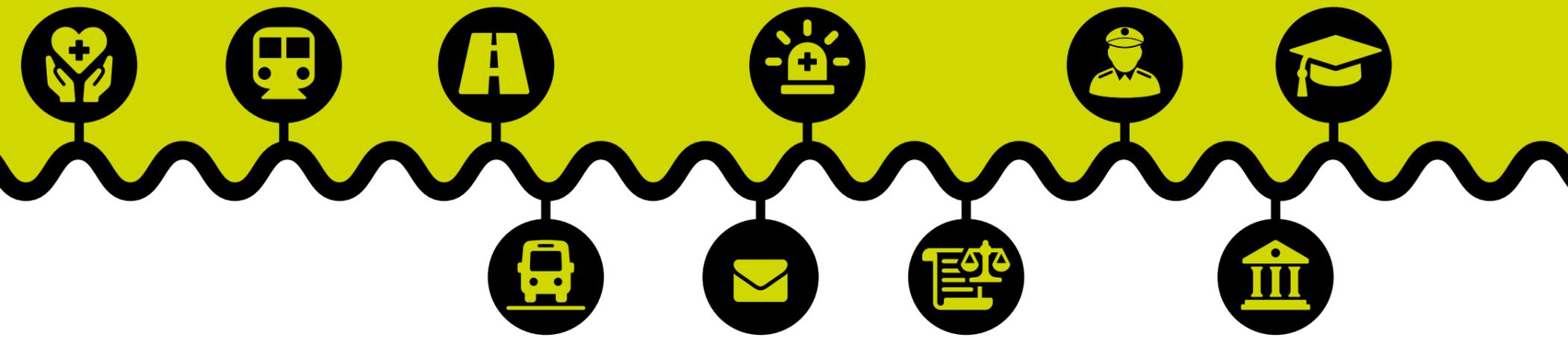
J'ai passé beaucoup d'entretiens. On me demande de rappeler, mais quand je rappelle, il n'y a pas de place disponible, il faut rappeler plus tard. C'est la même chose avec l'intérim.

Est-ce mon statut de réfugié qui constitue un obstacle? Après mon stage, j'ai été engagé pour un contrat de remplacement de trois mois, qui s'est très bien passé. Là encore, pas de poste vacant et on me demande de rappeler plus tard.

Il faut arrêter de prétendre qu'on cherche des gens et qu'ils ne veulent pas travailler. Ce n'est pas vrai. Peut-être que je ne trouve pas d'emploi parce que les employeurs ne veulent finalement pas m'engager.» ■



**ET POURTANT LE FORMATEUR VEUT PRIVER LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LEURS MAIGRES ALLOCATIONS**



## Chaque jour, nous pouvons compter sur des services publics, collectifs et non-marchands. Ne les sabordez pas en leur imposant des économies, mais au contraire, renforcez-les!

Chacune et chacun d'entre nous utilise quotidiennement l'un ou l'autre service public, collectif et non-marchand souvent sans même y penser. Pour maintenir la qualité de ces services, il faut évidemment de l'argent. Il faut investir au niveau du personnel et de l'infrastructure. Est-ce impossible à cause des trous dans les caisses de l'État? Absolument pas! Aujourd'hui, l'État se prive (volontairement?) de nombreuses recettes. C'est là qu'il faut aller chercher les sources de revenus, monsieur De Wever!



€ 3 milliards

### Prévenez les troubles musculosquelettiques (TMS)!

Ces TMS, souvent causés par le travail, constituent un problème majeur et coûtent très cher. Quelque deux millions et demi de Belges en souffrent. 150.000 d'entre eux se retrouvent ainsi malades de longue durée. L'amélioration de la prévention sur le lieu de travail permettrait d'économiser jusqu'à 3 milliards d'euros en coûts médicaux directs.



€ 1,75 milliard

### Ne versez des subsides aux entreprises que s'ils sont utiles!

La Belgique consacre deux pour cent de son produit intérieur brut de plus que ses voisins à des mesures économiques de soutien aux entreprises. Des rapports montrent pourtant que chaque euro dépensé ne contribue pas nécessairement à améliorer la productivité ou à créer des emplois. Si une partie des subsides est utilisée à bon escient, de plus en plus de subsides servent uniquement à augmenter le bénéfice des entreprises.



€ 560 millions

### Mettez fin aux options sur actions pour les travailleurs les mieux rémunérés!

Un petit groupe de travailleurs privilégiés a la possibilité d'acheter les actions de l'employeur en guise de rémunération partielle. Plus de la moitié de ces travailleurs gagnent environ 100.000 euros par an. Ils peuvent donc acquérir des produits boursiers, en plus de leur salaire confortable, sans réellement payer d'impôts et de cotisations, puis revendre rapidement ces actions avec un profit.



**ET POURTANT LE FORMATEUR VEUT DÉPOUILLER LES SERVICES PUBLICS AFIN D'ÉPARGNER LES PLUS NANTIS!**



€ 4,78 milliards

### Rendez les factures électroniques obligatoires pour les entreprises!

Le traitement des factures génère encore une quantité importante de paperasse dans notre pays, en particulier dans les entreprises. Ce travail manuel est particulièrement exposé à la fraude et aux erreurs. Les pouvoirs publics pourraient pourtant facilement contraindre les entreprises à établir et traiter les factures par voie électronique. Cette mesure rapporterait quelque 5 milliards d'euros.



€ 5 milliards

### Instaurez un impôt sur la fortune!

Un impôt sur la fortune est un prélèvement fiscal qui s'applique au patrimoine proprement dit. Une telle imposition permettrait de générer des recettes annuelles à hauteur d'au moins 5 milliards d'euros.



€ 1 milliard

### Faites contribuer les indépendants à leur pension de manière équitable!

Depuis 2021, le calcul de la pension est assimilé pour les travailleurs salariés et les indépendants. Les contributions des indépendants à la caisse des pensions n'ont toutefois pas suivi l'augmentation de leur pension. À terme, on parle d'un trou de presque un milliard d'euros dans les budgets. ■

## Et qu'en est-il des travailleurs de l'industrie et de leurs préoccupations? Un silence politique assourdissant.

**JAMAL**

**TRAVAILLEUR D'AUDI DEPUIS 25 ANS**

«Ici, on a quand même vécu beaucoup de choses. J'ai connu la période Volkswagen, et c'est une partie de ma vie que je laisse ici. Mais on ne va pas se laisser abattre les uns après les autres. Je ne veux pas attendre mon tour ou voir mes collègues partir en octobre ou en mai de l'année prochaine.» ■

© DAVID MORELLI



© DAVID MORELLI

**BOUKER DÉLÉGUÉ CSC CHEZ CLEANING**

**MASTER, UN SOUS-TRAITANT D'AUDI**

«Audi n'est pas officiellement notre entreprise, mais comme tous les sous-traitants, nous avons le sentiment d'en faire partie. Nous considérons ses ouvriers comme des collègues. C'est aussi le cas des collègues chargés de la sécurité, de la restauration, etc. Nous subissons la situation encore plus durement que les travailleurs d'Audi, parce qu'on ne nous voit pas. Nous sommes la poussière par terre. Personne ne nous regarde. Il faut que l'ensemble des centrales syndicales, de toutes les couleurs, qui travaillent sur le site, s'allient et portent également des revendications des sous-traitants. Il faut que la solidarité joue au plus haut niveau.» ■

**L'INDUSTRIE TRAVERSE UNE PÉRIODE DIFFICILE, ET CETTE SITUATION NE MÉRITE MÊME PAS UN PARAGRAPHE DANS LA SUPERNOTE!**

